

DANS L'ACTUALITE du 2 au 5 décembre 2016

Jurisprudence

Prise en compte des moyens en personnel et en matériel affectés par le candidat à l'exécution des prestations d'un marché afin d'en garantir la qualité technique

[CAA Bordeaux 29 novembre 2016 Centre hospitalier François Dunan, req. n° 14BX03587](#)

Juge du référé et délai de recours trois mois contre une procédure dont le contrat n'avait pas encore été signé

TA Réunion 19 octobre 2016 SRB, req. n° 1601022

Vu par ailleurs

Contrat public

Appel d'offres : la Normandie veut mettre en place une "nouvelle politique régionale"

[A l'occasion de l'assemblée plénière de la région Normandie le 21 novembre dernier, l'exécutif régional a dévoilé les grandes lignes de sa nouvelle politique en matière d'appel d'offres. Elle entend s'appuyer sur les dispositions introduites par la réforme de la commande publique, afin de faire en sorte que l'économie locale puisse bénéficier en priorité des investissements de la collectivité, évalués à quelque 300 millions d'euros par an.](#)

Source : localtis.info du 02/12/2016

Dossier annuel du droit public de l'économie – AMDPAS

Ce deuxième numéro, réalisé par les diplômés et partenaires de l'Association du Master de Droit Public des Affaires de la Sorbonne (AMDPA), se compose d'une veille d'actualité couvrant la période août 2015 – août 2016. Cette veille s'accompagne de différents articles d'analyse réalisés par des diplômés étudiants sous l'encadrement d'un des directeurs du Master 2 Droit public des affaires, à savoir Mesdames Sophie NICINSKI et Rozen NOGUELLOU et Monsieur Laurent VIDAL, ainsi que par des diplômés professionnels et des partenaires de l'association.

Source : lepetitjuriste.fr du 29/11/2016

Recensement économique des marchés public : 2017, vers une dématérialisation totale...

La date du 1er janvier 2017 est une date importante pour le recensement et la dématérialisation des procédures de marchés publics. En effet, deux nouveautés majeures vont caractériser l'année 2017

Source : DAJ du 02/12/2016

Environnement

Changement climatique : l'Assemblée adopte la proposition de loi pour mieux faire face à l'érosion du littoral

L'Assemblée nationale a adopté le 1er décembre en première lecture la proposition de loi socialiste qui entend adapter les territoires littoraux au changement climatique, en prenant mieux en compte les conséquences de l'érosion. Parmi les amendements votés en séance : la création d'un nouveau Fonds d'adaptation au recul du trait de côte pour accompagner financièrement les collectivités à initier un repli stratégique.

Source : localtis.info du 05/12/2016

Le Sénat scrute la compensation environnementale de quatre grands projets d'infrastructures

[La réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité des projets de l'aéroport de Notre Dame des Landes, de la LGV Tours-Bordeaux, de l'autoroute A 65 et de la réserve d'actifs naturels de Cossure va être passée au crible. Le Sénat a constitué une commission d'enquête à cet effet le 29 novembre.](#)

Source : le Moniteur du 01/12/2016

Collectivités territoriales

Adaptation au changement climatique : les collectivités ont soif d'actions concrètes

[Plusieurs élus locaux ont eu voix au chapitre lors d'un colloque sur les risques naturels et les politiques d'adaptation au changement climatique, organisé le 30 novembre par la Fédération française de l'assurance, le groupe Caisse des Dépôts et la Fondation de l'écologie politique. L'occasion de faire le point sur ce double enjeu auquel font face les collectivités.](#)

Source : localtis.info du 05/12/2016

Transport

1,76 Md € de dépenses pour la Société du Grand Paris en 2017

[En 2017, la Société du Grand Paris prévoit 1,758 Md € de dépenses, dont 194 M € en fonctionnement, 1 056 M € en investissement et 508 M€ en intervention, c'est-à-dire en contributions directe à des projets réalisés par d'autres maîtres d'ouvrage.](#)

Source : le Moniteur du 02/12/2016

Colloque

- Colloque "A quoi sert encore le règlement du PLU"

Le 13 décembre 2016 en salle 1, Galerie Soufflot, 12 place du Panthéon 75005 Paris. Colloque organisé par le SERDEAUT (Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne).

[Inscription](#)

[Programme](#)

Vu dans les revues

AJDA n° 41/2016 du 5 décembre 2016 p.2324, *Refus de transmission d'une QPC des départements*, par Yves Luchaire

Droit Administratif n° 12, Décembre 2016, comm. 64, *Globalité contractuelle et domaine public routier urbain*, par Jean-Christophe Videlin

Droit Administratif n° 12, Décembre 2016, alerte 138, *Danthony, cinq ans après*, par Christophe Roux

La gazette des communes n°46/2344 du 5 au 11 décembre 2016 p.59, *Recentraliser pour optimiser localement la fonction « achats »*, par Jean-Marc Joannès

Presse

Fermeture des berges de Seine à Paris : la guerre des chiffres fait rage

[Depuis l'été dernier, le tronçon central de la voie express Georges-Pompidou est interdit aux voitures. Une fermeture des quais très controversée : les pour et les contre s'affrontent par presse interposée, et se répondent à coups d'études. Difficile d'y voir clair.](#)

Source : francebleue.fr du 05/12/2016

Gilles Pinson : « La piétonisation a préparé le terrain à la spéculation immobilière »

[Menant une réflexion à la croisée de la science politique, de la géographie et de l'économie, Gilles Pinson observe depuis plusieurs années l'émancipation des « pouvoirs urbains » de leur tutelle étatique.](#)

Source : la gazette des communes du 02/12/2016